Innovations Agronomiques (2007) 1, 129-131

Conclusions du premier Carrefour de l'Innovation Agronomique : vers un autre mode d'échanges.

G. Riba
directeur général, délégué aux questions scientifiques

INRA, 147, rue de l'Université, 75007 Paris

La recherche à l'Inra n'a de sens que si elle impacte favorablement à court, moyen ou long terme soit l'activité des exploitants agricoles, soit la qualité des produits, soit la qualité de notre environnement, soit notre santé.

Rien n'interdit l'approche déterministe, analytique, voire réductionniste.

Rien n'interdit l'approche systémique, interdisciplinaire ou pluri-disciplinaire.

En revanche, ce qui nous est interdit serait notre incapacité à tirer les synergies entre les deux approches et notre incapacité à aller de nos laboratoires à nos parcelles et de nos parcelles à **vos** champs. Je dois rapidement expliquer à qui sont ces « champs ». En effet, les chercheurs sont ici nombreux et c'est une bonne chose, mais ils n'ont pas de champ. Il en est de même des acteurs du développement qui sont aussi venus nombreux. Ceux qui détiennent « ces champs » ceux pour qui ces carrefours doivent être un lieu d'échange remarquable, ce sont surtout les agriculteurs qui, malheureusement sont beaucoup moins nombreux… il faudra donc en renforcer la participation dans les prochains Carrefours.

En effet, la démarche du progrès n'étant plus linéaire, l'organisation de carrefours de l'innovation prend du sens comme le démontrent les quelques questions suivantes :

1- A quoi cela sert-il de connaître l'identité, l'étiologie et l'épidémiologie des bio-agresseurs, si plus personne ne se sent concerné par la question des Avertissements Agricoles ? Aujourd'hui l'Inra continue de payer des chercheurs et des ingénieurs pour connaître de mieux en mieux les bio-agresseurs, mais l'avertissement a été progressivement désorganisé. Non seulement plus personne n'en fait, mais plus personne ne s'interroge de manière construite là-dessus. Le seul groupe qui aujourd'hui s'interroge sur ce point est plein de gens brillantissimes mais elles n'ont que peu de compétence dans le domaine phytosanitaire. Qui prendra le relais du Service de la Protection des Végétaux ?

2- A quoi cela sert-il de caractériser de mieux en mieux les bio-agresseurs y compris à l'échelle infraspécifique, si personne ne se pose la question de savoir ce qui se passe au champ ? Or il y a de moins en moins de chercheurs et d'ingénieurs Inra qui, au champ, regardent ces problèmes-là. Des équipes des instituts techniques sont bien sur le terrain mais ces derniers n'ont pas la capacité à couvrir la diversité des problématiques du champ, tout simplement parce les effectifs dont ils disposent sont limités. Les chambres d'agriculture font beaucoup de terrain mais pas forcément pour regarder ces problématiques-là. Je pressens que les coopératives agricoles ont les moyens de délivrer des avertissements et d'autres informations très précises à leurs adhérents mais, de ce fait, des informations jusqu'ici publiques deviendront un bien marchand.

3- A quoi cela sert-il d'étudier les déterminants génétiques de la résistance du carpocapse, de la tavelure ou du mildiou à des insecticides ou à des fongicides si personne n'étudie ce qui se passe au champ ? Aujourd'hui, les programmes de gestion intégrée des résistances sont pratiquement inexistants en France mais ils sont développés dans les pays anglo-saxons. L'Inra a des forces croissantes sur l'étude des déterminants génétiques de la résistance aux

pesticides mais il a de moins en moins de chercheurs pour l'étude des populations au champ. Alors comment allons-nous nous organiser avec la Protection des Végétaux, les Instituts Techniques les chambres, les coopératives ou des partenaires privés pour mettre en oeuvre en France des programmes de gestion intégrée de la résistance aux pesticides. Or, aujourd'hui cette question est cruciale puisque l'émergence de résistances aux molécules phytochimiques est bien une des raisons majeures pour lesquelles on utilise de plus en plus de pesticides.

On le voit bien, prétendre traiter ces questions seul à l'échelle de l'Inra n'a aucun sens mais, de même, les instituts techniques et les organisations professionnelles, sans l'Inra, ne peuvent pas non plus traiter ces questions. On est donc contraint de travailler ensemble et ces carrefours de l'innovation doivent nous y aider.

4- A quoi cela sert-il de réduire l'usage des pesticides si cet effort n'est pas gratifié? Pourquoi un agriculteur entrerait-il dans une démarche de protection intégrée s'il n'a aucun intérêt à le faire ? Quelles modalités mettre en œuvre ? On le voit la protection intégrée n'a de sens que dans un contexte plus large de production intégrée qu'il faudra consolider techniquement et encourager financièrement soit par la règlementation, soit par le marché soit par la fiscalité.

En effet, ces carrefours ne sont pas des congrès où les chercheurs se succèdent les uns après les autres pour vous montrer leurs meilleurs résultats. Il faut un fil conducteur décliné et intégrateur afin que les exposés des chercheurs constituent un tout cohérent qui soit pré-analysé. Pour cela l'Inra, s'engagera à soulever et traiter ses incohérences, conduira un raisonnement intégré au cours de ces carrefours, exposera ses controverses et, finalement, permettra une tracabilité de ses cheminements. Ainsi, i) d'autres carrefours seront organisés sur d'autres thèmes en d'autres lieux, car nous sommes convaincus que la démarche est pertinente, ii) mais, en écho, on vous demandera, à vous professionnels et Instituts techniques, le même effort. Ceci signifie qu'au niveau des professions agricoles, on ne veut plus avoir un défilé inorganisé de professionnels portant parfois des questions pertinentes, réfléchies et intégrées mais parfois aussi exprimant des attentes fantaisistes.

Nous espérons donc que vous partagiez cette démarche intégrée. C'est pourquoi, dans cette logique, nous allons créer un support médiatique pour conserver la traçabilité de ce qui se passe dans les Carrefours de l'Innovation Agronomique, et nous vous offrons la possibilité d'y expliciter et d'y décliner votre démarche, votre raisonnement et votre questionnement. Vos questionnements seront intégrés, hiérarchisés et construits. Nous pourrons alors instruire une réponse et vous pourrez en évaluer la qualité.

Je vais maintenant profiter de mon expérience et des compétences dans le sujet traité aujourd'hui pour poser quelques questions de ce qui pourrait être abordé dans la poursuite de ce carrefour sachant qu'il ne faut pas hésiter à y aborder toutes les questions même les plus impertinentes :

- Les frontières de la protection intégrée n'auront de sens, dans la plupart des cas, que si elles s'inscrivent dans un espace qui ira au-delà que l'exploitation agricole. En France, comment allons-nous faire pour favoriser la mise en place collective des procédures de protection intégrée ? Cette question n'est pas traitée par l'Inra. Je suis heureux de voir la réflexion de L.G. Soler et celle de T. Coulon qui ont démontré que la démarche mise en place ne peut qu'être interactive. Il n'empêche que si, dans une commune, une faible proportion de producteurs ne respecte pas les préconisations de la protection intégrée, ceci peut mettre à mal tout le plan de protection intégrée. Aussi longtemps que l'on ne sera pas en mesure de traiter cette question, on ne progressera pas. Il faut réfléchir aux modalités techniques et économiques qui permettent de telles organisations car la réglementation a ses limites et ne saurait seule y répondre.
- Un bon moyen de réduire l'application des pesticides est de diminuer la vitesse de progression des allèles de résistance aux maladies. Mais comment fait-on pour appliquer la démarche collective, régionale et raisonnée d'application des pesticides ? On peut mettre en oeuvre des

luttes collectives contre des maladies de quarantaine mais pas pour les autres maladies. Comment organiser les acteurs pour qu'ils aient un intérêt à une démarche coordonnée ? Ces questions ne peuvent être traitées par l'Inra ou les instituts techniques seuls. Elles doivent surgir de ces carrefours pour être ensuite déclinées.

- La génétique végétale offre une forte contribution potentielle à la protection intégrée des cultures. Mais, comment doit-on organiser dans l'espace et dans le temps l'utilisation des variétés résistantes ? On dépense des millions d'euros à l'Inra pour sortir les gènes de résistance. Dès que l'un de ces gènes de résistance est disponible, toutes les sociétés de semences l'utilisent sur la plus grande surface possible pour en tirer le meilleur bénéfice…hélas, ces allèles de résistance seront contournés en quelques générations, ruinant ainsi les efforts de décennies de recherche. Ceci tout simplement parce que l'on n'a pas raisonné l'utilisation spatiale et temporelle des variétés contenant ces gènes.
- Aujourd'hui, la réponse des autorités compétentes à l'usage excessif des pesticides est de réduire le nombre de molécules, alors même que certaines d'entre elles sont incontournables et ont un effet favorable. Permettez-moi de regretter qu'un autre scénario n'ait pas été considéré, à savoir la professionnalisation de la prescription et de l'utilisation des molécules. Personnellement, cela ne me gêne pas d'aller voir mon médecin car je sais qu'il est formé et que s'il me prescrit des molécules dangereuses, il va le faire dans des conditions telles qu'elles préserveront ma santé. Je pense que la question mériterait d'être posée de la même façon dans le domaine phytosanitaire et je regrette que tel ne soit pas le cas.
- A quoi cela sert-il d'avoir mis 12 millions d'Euros pour connaître la séquence du génome de la vigne si maintenant, tous ensemble, nous ne nous organisons pas pour exploiter cette connaissance. On sera encore bien plus coupable si, ayant payé cette séquence et l'ayant rendu publique, on découvre dans quelques années les gènes clonés et introgressés dans des variétés par les Australiens, les Sud-Africains, les Californiens ou les Allemands.
- Enfin encore un dernier détail car tout le monde sait que là se trouve l'essentiel. Je sais qu'à l'Inra un chercheur ne peut pas faire une carrière scientifique sur les maladies du bois de la vigne. Ce sujet est beaucoup trop complexe pour donner facilement et rapidement des résultats publiables. Mais je sais aussi que l'INRA ne peut prétendre à une approche intégrée sur vigne s'il n'a aucune compétence ni aucune démarche pour lutter contre ces maladies. Alors oui, malgré ces difficultés il faut conforter nos engagements, soutenir l'ingénieur en charge de cette mission et faciliter les réseaux professionnels d'étude de cette maladie.

J'aimerais que ces questions volontairement provocantes et complexes vous incitent à participer aux prochains carrefours qui seront organisés. J'aimerais que vous vous organisiez pour mettre en place ce questionnement collectif que l'on appelle et attend de votre part, que l'on est prêt à partager avec vous et à rendre transparent dans les supports que l'on mettra en place.

En conclusion, qu'il me soit permis simplement de vous demander de vous joindre à moi pour féliciter ceux qui ont préparé et organisé cette journée mais aussi pour féliciter l'ensemble des collègues orateurs de qualité au cours de cette journée qui vous ont interpellés et qui, je l'espère, vous et nous amèneront à une réflexion globale et intégrée.